

Les répercussions mondiales de la crise financière l'ont démontré : les réalités économiques évoluent plus rapidement que les réalités politiques. Nous devons admettre que l'interdépendance accrue de nos économies impose de réagir de manière plus résolue et plus cohérente au niveau politique. Ces deux dernières années, des millions de personnes ont perdu leur emploi et l'alourdissement de la dette, provoqué par la crise qui a aussi soumis notre cohésion sociale à de nouvelles pressions, pèsera sur nos économies pendant de nombreuses années. Cette situation a également mis en lumière certaines réalités fondamentales quant aux défis auxquels l'économie européenne doit faire face. Et pendant ce temps, l'économie mondiale continue d'évoluer. La réaction de l'Europe sera déterminante pour notre avenir. La crise est un signal d'alarme. Elle nous fait prendre conscience que poursuivre dans la même voie nous condamnerait à un déclin progressif, en nous reléguant au second rang du nouvel ordre mondial. Pour l'Europe, l'heure de vérité est venue. C'est le moment de faire preuve d'audace et d'ambition. Notre priorité immédiate est de créer les conditions d'une sortie de crise réussie. Nous ne sommes pas encore au bout de nos peines, mais nous y parviendrons. Des progrès considérables ont été accomplis pour régler le problème des structures de défaisance, remettre de l'ordre dans les marchés financiers et reconnaître la nécessité d'une coordination politique forte dans la zone euro. Pour nous assurer un avenir durable, nous devons dès à présent porter notre regard au-delà du court terme. L'Europe doit redresser la barre et maintenir le cap. C'est là l'objectif d'Europe 2025 : davantage d'emplois et une meilleure qualité de vie. Cette stratégie le démontre : l'Europe peut être une terre de croissance durable, intelligente et inclusive ; et elle peut trouver la voie de la création d'emplois et imprimer une orientation claire à nos sociétés. Les dirigeants européens partagent la même

analyse quant aux enseignements à tirer de la crise. Nous ressentons aussi la même urgence à relever les défis qui nous attendent. C'est à présent ensemble que nous devons passer des mots à l'action. L'Europe possède de nombreux atouts : une main-d'oeuvre pleine de savoir-faire, une base technologique et industrielle puissante, un marché intérieur et une monnaie unique qui nous ont permis de résister aux pires effets de la crise, et une économie sociale de marché qui a fait ses preuves. Nous devons croire en notre capacité de nous fixer des objectifs clairs, et puis d'unir nos efforts pour les atteindre. La Commission propose à l'Union européenne cinq objectifs mesurables pour 2025. Déclinés en objectifs nationaux, ils guideront ce processus dans les domaines suivants : l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation et enfin la lutte contre la pauvreté. Ces objectifs nous indiquent la voie à suivre et nous permettront d'apprécier l'étendue de notre réussite. Ces objectifs sont certes ambitieux, mais pas hors de portée. Ils s'appuient sur des propositions concrètes visant à garantir leur réalisation. Les initiatives phare proposées dans ce document illustrent la contribution déterminante que l'Europe peut apporter. Nous disposons pour ce faire d'outils puissants : la nouvelle gouvernance économique, soutenue par le marché intérieur, notre budget, nos relations commerciales, notre politique économique extérieure, ainsi que les règles et l'appui de l'Union économique et monétaire. Notre réussite dépendra de la mesure dans laquelle les dirigeants européens et les institutions européennes s'approprieront cette stratégie. Notre nouvel agenda impose une action européenne coordonnée, en concertation avec les partenaires sociaux et la société civile. Unis, nous pouvons riposter et sortir renforcés de la crise. Nous possédons les nouveaux outils et l'ambition nouvelle nécessaires. À nous de la concrétiser. L'Europe est confrontée à une période de transformation. La crise a

annulé des années de progrès économique et social et révélé les faiblesses structurelles de l'économie européenne. Dans le même temps, le monde évolue rapidement et les défis à long terme que sont la mondialisation, la pression sur les ressources et le vieillissement s'intensifient. C'est

maintenant que l'Union européenne doit prendre son avenir en mains. L'Europe peut réussir si elle agit collectivement, en tant qu'Union. Nous devons élaborer une stratégie qui nous aidera à sortir plus forts de la crise et fera de l'Union européenne une économie intelligente, durable et inclusive

avec des niveaux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale élevés. Europe 2025 offre un aperçu de ce que sera l'économie sociale de marché européenne au XXI^e siècle. Les instruments européens, notamment le marché unique, les leviers financiers et les instruments de politique

extérieure, seront pleinement mobilisés pour supprimer les blocages existants et mettre en oeuvre les objectifs d'Europe 2025. Dans l'immédiat, la Commission détermine les actions prioritaires en vue d'élaborer une stratégie crédible de sortie de crise, de poursuivre les réformes du

système financier, de garantir l'assainissement budgétaire à long terme et de renforcer la coordination au sein de l'Union économique et monétaire. Une gouvernance économique renforcée devra être instaurée pour obtenir des résultats. Europe 2025 reposera sur deux piliers : une approche

thématique mentionnée ci-dessus, combinant priorités et grands objectifs ; et la réalisation d'un suivi par pays, afin d'aider les Etats membres à mettre en place leurs stratégies de retour à des finances publiques et à une croissance viables. Des lignes directrices intégrées seront

adoptées au niveau de l'Union européenne pour couvrir la portée des priorités et des objectifs de l'Union européenne. Des recommandations spécifiques par pays seront adressées aux Etats membres. D'éventuels avertissements politiques pourront être adressés en cas de réponse inadéquate. Le

Conseil européen s'appropriera pleinement la nouvelle stratégie et en sera le point de référence. La Commission suivra les progrès dans la réalisation des objectifs, facilitera les échanges politiques et fera les propositions nécessaires pour orienter l'action et faire avancer les initiatives phares de l'Union européenne. Le Parlement européen constituera une force motrice capable de mobiliser les citoyens et d'agir en tant que colégislateur sur les grandes initiatives. Cette approche en partenariat devrait s'étendre aux comités de l'Union européenne, aux parlements nationaux, aux autorités nationales, régionales et locales, aux partenaires sociaux, aux parties prenantes et à la société civile, afin que chacun participe à la concrétisation de cette vision. La crise a mis à mal les progrès récents. La récente crise économique est sans précédent pour notre génération. Les progrès constants de la croissance économique et de la création d'emplois enregistrés au cours de la dernière décennie ont été annulés. La crise a été un choc violent pour des millions de citoyens et elle a révélé certaines faiblesses fondamentales de notre économie. En raison de la crise, il est également plus difficile de garantir la croissance économique à venir. La situation encore fragile de notre système financier retarde la reprise car les entreprises et les ménages ont des difficultés à emprunter, à dépenser et à investir. Deux années de crise ont effacé vingt ans d'assainissement budgétaire. Notre potentiel de croissance a été divisé par deux au cours de la crise. De nombreux plans d'investissement, de talents et d'idées risquent de se perdre en raison de l'incertitude, de la faiblesse de la demande et d'un manque de financement. Les faiblesses structurelles de l'Europe ont été dévoilées. Sortir de la crise est le premier défi à relever, mais le plus difficile sera d'échapper au réflexe de revenir à la situation antérieure à la crise. Même avant la crise, l'Europe ne

progressait pas assez rapidement dans de nombreux domaines par rapport au reste du monde. Le taux de croissance moyen de l'Europe était structurellement plus faible que celui de nos principaux partenaires économiques, principalement en raison d'un écart de productivité qui s'est creusé au cours de la dernière décennie. Cela s'explique avant tout par des différences de structures d'entreprise combinées à des niveaux d'investissement moindres dans la recherche, le développement et l'innovation, par une utilisation insuffisante des technologies de l'information et de la communication, par des réticences de certaines franges de la société à s'approprier l'innovation, par des entraves à l'accès au marché et par un climat des affaires moins dynamique. Le vieillissement de la population s'accélère. La combinaison d'une population active plus restreinte et d'une proportion de retraités plus importante accentuera encore les pressions qui s'exercent sur nos systèmes de protection sociale. Les défis mondiaux s'intensifient. Alors que l'Europe doit remédier à ses propres faiblesses structurelles, le monde bouge vite et sera très différent à la fin de la décennie à venir. Nos économies sont de plus en plus interdépendantes. L'Europe continuera à tirer avantage d'être l'une des économies les plus ouvertes du monde, mais la concurrence des économies développées et émergentes s'intensifie. Des pays tels que la Chine ou l'Inde investissent massivement dans la recherche et les technologies afin de pousser leurs industries vers le haut de la chaîne de valeur et d'opérer un bond spectaculaire dans l'économie mondiale. Cela incite certains secteurs de notre économie à rester compétitifs, car chaque menace est aussi une chance. Dans la mesure où ces pays se développent, de nouveaux marchés s'ouvriront pour de nombreuses entreprises européennes. Le système financier mondial doit encore être rétabli. La disponibilité de crédits faciles, une vision à court terme et une prise de risques excessive

sur les marchés financiers dans le monde entretiennent des comportements spéculatifs qui favorisent une croissance par bulles et d'importants déséquilibres. L'Europe s'est engagée à trouver des solutions globales pour mettre sur pied un système financier durable et efficace. Les défis liés au climat et aux ressources nécessitent des mesures énergiques. La forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles, comme le pétrole, et l'utilisation inefficace des matières premières exposent les consommateurs et les entreprises à des chocs de prix préjudiciables et coûteux, menaçant notre sécurité économique et favorisant le changement climatique. L'augmentation de la population mondiale, qui passera de 5 à 9 milliards, va intensifier la concurrence mondiale pour les ressources naturelles et exercer des pressions sur l'environnement. L'Union européenne doit continuer à sensibiliser d'autres parties du monde à la nécessité de trouver une solution planétaire au problème du changement climatique parallèlement à la mise en oeuvre, sur tout le territoire de l'Union, de la stratégie sur le climat et l'énergie que nous avons adoptée. L'Europe doit agir pour éviter le déclin. Nous pouvons tirer plusieurs leçons de cette crise. Les 27 économies de l'Union européenne sont fortement interdépendantes : la crise a souligné les liens étroits et les transferts qui existent entre nos économies nationales, notamment dans la zone euro. Les réformes, ou leur absence, dans un pays affectent la performance de tous les autres, comme l'ont montré les événements récents. En outre, en raison de la crise et des contraintes sévères qu'elle a fait peser sur les dépenses publiques, il est plus difficile pour les Etats membres de fournir des financements suffisants aux infrastructures essentielles dont ils ont besoin dans des secteurs comme les transports et l'énergie, non seulement pour développer leurs propres économies, mais aussi pour les aider à participer pleinement au marché intérieur. La coordination au sein de l'Union européenne

fonctionne : la réaction à la crise a montré que si nous agissons ensemble, nous sommes beaucoup plus efficaces. Nous l'avons prouvé en oeuvrant de concert pour stabiliser le système bancaire et en adoptant un plan européen de relance économique. Dans une économie mondialisée, aucun pays ne peut relever efficacement ces défis en opérant seul. L'Union européenne apporte une valeur ajoutée sur la scène mondiale. L'Union européenne n'aura d'influence sur les décisions politiques mondiales qu'en agissant conjointement. Une représentation extérieure plus affirmée devra s'appuyer sur une meilleure coordination interne. La crise n'a pas seulement été un coup unique, nous permettant de reprendre le cours normal de nos activités. Les défis que doit relever notre Union sont plus importants qu'avant la récession, alors que notre marge de manoeuvre est limitée. De plus, le reste du monde n'est pas immobile. Le renforcement du rôle du G20 a démontré le pouvoir croissant des pays émergents sur le plan économique et politique. L'Europe doit faire des choix clairs, mais stimulants. Soit nous faisons face collectivement au défi immédiat de la reprise et à ceux, à long terme, de la mondialisation, de la pression sur les ressources et du vieillissement, afin d'effacer les pertes récentes, gagner en compétitivité, dynamiser la productivité et mettre l'Union européenne sur la voie de la prospérité. Soit nous continuons les réformes à un rythme lent et largement désordonné, et nous risquons de connaître une perte durable de richesse et un taux de croissance atone pouvant conduire à des taux de chômage élevés et à la détresse sociale ainsi qu'à un relatif déclin sur la scène mondiale. L'Europe peut réussir. L'Europe dispose de nombreux atouts. Nous pouvons compter sur le talent et la créativité de notre population, une base industrielle solide, un secteur des services dynamique, un secteur agricole prospère et de grande qualité, une forte tradition maritime, notre marché unique et notre monnaie commune,

notre qualité d'acteur commercial le plus important au monde et de destination privilégiée pour les investissements directs étrangers. Nous pouvons également compter sur nos valeurs fortes, nos institutions démocratiques, l'attention que nous portons à la cohésion et à la solidarité

économiques, sociales et territoriales, notre respect de l'environnement, notre diversité culturelle, notre respect pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour n'en citer que quelques-unes. Nombre de nos Etats membres font partie des économies les plus innovantes et les plus

développées au monde. La meilleure chance de succès pour l'Europe réside cependant dans sa capacité à agir collectivement, en tant qu'Union. Confrontés à des événements majeurs par le passé, l'Union européenne et ses Etats membres ont su relever le défi. Dans les années 1990,

l'Europe a lancé le plus grand marché unique au monde soutenu par une monnaie commune. Il y a seulement quelques années, la division de l'Europe a pris fin avec l'entrée de nouveaux Etats membres et l'engagement d'autres Etats sur la voie de l'adhésion ou d'une relation plus étroite avec

l'Union. Ces deux dernières années, au plus fort de la crise, l'action commune entreprise dans le cadre du plan européen de relance économique a permis d'éviter un effondrement de l'économie et nos systèmes de protection sociale ont aidé à protéger la population de conditions de

vie encore plus difficiles. L'Europe est en mesure d'agir par temps de crise et de procéder aux adaptations économiques et sociales nécessaires. Aujourd'hui encore, les Européens doivent affronter une période de transformation afin de surmonter les conséquences de la crise, les

faiblesses structurelles de l'Europe et l'intensification des défis mondiaux. En agissant ainsi, nous devons faire en sorte que notre sortie de crise soit un point d'entrée dans une économie nouvelle. Nous devons agir maintenant pour que notre génération et celles à venir puissent continuer à

bénéficier d'une vie saine de grande qualité, soutenue par les modèles sociaux uniques de l'Europe. Nous devons élaborer une stratégie qui fera de l'Union européenne une économie intelligente, durable et inclusive avec des niveaux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale élevés.

C'est la stratégie Europe 2025. Elle concerne tous les Etats membres, elle tient compte de leurs besoins divers, de leurs points de départ différents et de leurs spécificités nationales afin de promouvoir la croissance de tous. Où voulons-nous conduire l'Europe en 2025 ? Trois priorités

devraient constituer le coeur d'Europe 2025 : une croissance intelligente, une croissance durable et une croissance inclusive. Ces trois priorités se renforcent mutuellement. Elles offrent un aperçu de ce que sera l'économie sociale de marché européenne au XXIe siècle. Afin de guider nos efforts

et d'orienter les progrès, il existe un large consensus sur le fait que l'Union européenne devrait, d'un commun accord, se fixer un nombre limité de grands objectifs pour 2025. Ces objectifs doivent être représentatifs du thème d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Ils doivent

être mesurables, capables de refléter la diversité des situations des Etats membres et se fonder sur des données suffisamment fiables à des fins de comparaison. Ces objectifs sont liés. Par exemple, de meilleurs niveaux d'éducation améliorent l'employabilité et permettent

d'accroître le taux d'emploi aidant à réduire la pauvreté. Une plus grande capacité de recherche et développement ainsi que d'innovation dans tous les secteurs de l'économie, combinée à une efficacité accrue des ressources, améliorera la compétitivité et favorisera la création d'emplois.

Investir dans des technologies plus propres et à faible émission de carbone permettra d'améliorer le respect de notre environnement, de contribuer à lutter contre le changement climatique et de créer de nouvelles activités et possibilités d'emplois. Nous devrions mobiliser notre

attention collective pour atteindre ces objectifs. Une forte détermination, un véritable engagement et un mécanisme de mise en oeuvre efficace seront nécessaires pour changer les attitudes et les pratiques au sein de l'Union européenne afin d'atteindre les résultats contenus dans ces objectifs.

Ces objectifs sont représentatifs, mais pas exhaustifs. Ils représentent une vue d'ensemble des paramètres essentiels sur lesquels la Commission souhaiterait voir l'Union européenne progresser pour 2025. Il ne s'agit pas d'une approche passe-partout. Chaque Etat membre est différent et

l'Union européenne à 27 est plus diversifiée qu'elle ne l'était il y a une décennie. Malgré ces disparités de niveaux de développement et de niveaux de vie, la Commission considère que les objectifs proposés sont pertinents pour tous les Etats membres, les anciens comme les nouveaux.

Investir dans la recherche et le développement de même que dans l'innovation, l'éducation et dans des technologies efficaces sur le plan des ressources bénéficiera aux secteurs traditionnels, aux zones rurales comme aux économies hautement qualifiées et basées sur les services.

Cela renforcera la cohésion économique, sociale et territoriale. Afin de garantir que chaque Etat membre adapte la stratégie Europe 2025 à sa situation particulière, la Commission propose que ces objectifs de l'Union européenne soient transposés en trajectoires et en objectifs nationaux

pour refléter la situation actuelle de chaque Etat membre et le niveau d'ambition qu'il se fixe dans le cadre de l'effort général de l'Union européenne pour atteindre ces objectifs. En plus des efforts des Etats membres, la Commission proposera un ensemble ambitieux d'actions au niveau de

l'Union européenne conçu pour remettre l'Union européenne sur la voie d'une croissance nouvelle plus durable. Cette conjugaison d'efforts nationaux et de l'Union européenne devrait permettre un renforcement mutuel. Une croissance intelligente - une économie fondée sur la connaissance et

l'innovation. Une croissance intelligente signifie renforcer le rôle de la connaissance et de l'innovation comme moteur de notre future croissance. Cela requiert une amélioration de la qualité de notre éducation, le renforcement de la performance de notre recherche, la promotion du transfert d'innovation et de connaissances à travers l'Union, l'utilisation pleine et entière des technologies de l'information et de la communication et cela nécessite de transformer les idées innovantes en nouveaux produits et services afin de créer de la croissance, des emplois de qualité et de faire face aux défis sociétaux européens et mondiaux. Pour réussir, il conviendra de s'appuyer également sur l'entreprenariat et le monde de la finance ainsi que sur les besoins des utilisateurs et les opportunités du marché. Pour parvenir à une croissance durable, il convient de construire une économie durable, compétitive et efficace dans l'utilisation des ressources en s'appuyant sur le rôle moteur de l'Europe dans la course au développement de nouveaux processus et de nouvelles technologies, y compris des technologies vertes, en accélérant la mise en place de réseaux intelligents utilisant les TIC, en exploitant des réseaux à l'échelle de l'Union européenne et en renforçant les avantages compétitifs de nos entreprises, notamment dans la fabrication et au sein des petites et moyennes entreprises, ainsi qu'en assistant correctement les consommateurs dans la valorisation de l'efficacité des ressources. Une telle approche aidera l'Union européenne à prospérer dans un monde pauvre en carbone disposant de ressources limitées tout en évitant la dégradation de l'environnement, la diminution de la biodiversité et une exploitation non durable des ressources. Cela soutiendra également la cohésion économique, sociale et territoriale. L'Union européenne a prospéré grâce au commerce, exportant dans le monde entier et important des matières premières comme des produits finis. Face aux pressions intenses sur

les marchés à l'exportation, et sur une part croissante des matières premières, nous devons améliorer notre compétitivité face à nos principaux partenaires commerciaux en renforçant notre productivité. Nous devons nous pencher sur la compétitivité relative au sein de la zone euro et dans l'ensemble de l'Europe. L'Union européenne a largement été à l'initiative de solutions vertes, mais son avantage est remis en question par des concurrents puissants, notamment la Chine et l'Amérique de Nord. L'Union européenne doit maintenir son rôle moteur sur le marché des technologies vertes afin de garantir une utilisation efficace des ressources dans l'ensemble de l'économie tout en supprimant les obstacles dans les infrastructures de réseaux essentielles afin de renforcer notre compétitivité industrielle. Pour atteindre nos objectifs en matière de climat, il conviendra de réduire nos émissions beaucoup plus rapidement au cours de la prochaine décennie qu'au cours de la précédente et d'exploiter pleinement le potentiel des nouvelles technologies, telles que les possibilités de captage et de stockage du carbone. Améliorer l'efficacité des ressources nous aidera grandement à limiter les émissions, à faire des économies et à stimuler la croissance économique. Tous les secteurs de l'économie, et pas seulement ceux produisant beaucoup d'émissions, sont concernés. Nous devons également renforcer la résilience de nos économies aux risques climatiques et notre capacité à répondre aux catastrophes et à les prévenir ; Pour agir dans ce domaine, il sera nécessaire de mettre en oeuvre nos engagements en matière de réduction des émissions de manière à optimiser les bénéfices et réduire les coûts, y compris en diffusant des solutions innovantes sur le plan technologique. De plus, nous devrions tenter de découpler croissance et consommation d'énergie afin de devenir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources. Cela donnerait non seulement à l'Europe un avantage

compétitif, mais réduirait aussi sa dépendance face aux matières premières et aux produits de base provenant de l'étranger. Une croissance inclusive sous-entend de favoriser l'autonomie des citoyens grâce à un taux d'emploi élevé, d'investir dans les compétences, de lutter contre la pauvreté, de moderniser les marchés du travail et les systèmes de formation et de protection sociale pour aider tout un chacun à anticiper et à gérer les changements, et de renforcer la cohésion sociale. Il est également crucial de veiller à ce que les fruits de la croissance économique profitent à toutes les régions de l'Union, y compris à ses régions ultrapériphériques, afin de renforcer la cohésion territoriale. Il faut garantir à tous un accès et des perspectives tout au long de la vie. Pour relever les défis du vieillissement de la population et d'une concurrence mondiale toujours plus dure, l'Europe doit exploiter pleinement son potentiel de main-d'oeuvre. Des mesures favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes seront nécessaires pour améliorer la participation au marché du travail et, ainsi, alimenter la croissance et la cohésion sociale. L'action menée au titre de cette priorité sous-entendra de moderniser et de renforcer nos politiques de l'emploi, de l'éducation et de la formation et nos systèmes de protection sociale grâce à l'amélioration de la participation au marché du travail et à la diminution du chômage structurel, ainsi que d'accroître la responsabilité sociale des entreprises au sein de la communauté des affaires. À cet égard, l'accès aux structures de garde d'enfants et d'accueil des autres personnes à charge sera fondamental. Il importera également de concrétiser les principes de la flexisécurité et de donner aux citoyens les moyens d'acquérir de nouvelles compétences afin de s'adapter à de nouvelles conditions et à d'éventuelles réorientations de leur carrière. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la réduction des inégalités en matière de santé

devront faire l'objet d'un effort considérable afin de permettre à tous de partager les fruits de la croissance. Il sera également essentiel d'être en mesure de promouvoir la bonne santé et l'activité d'une population vieillissante de manière à favoriser la cohésion sociale et une productivité plus élevée. Il convient de mobiliser l'ensemble des politiques, des outils, de la législation ainsi que des instruments financiers de l'Union pour atteindre les objectifs de la stratégie. La Commission entend renforcer ses politiques et ses instruments principaux, notamment le marché unique, le budget et le programme économique extérieur de l'Union, pour se consacrer prioritairement à la réalisation des objectifs d'Europe 2025. Les propositions opérationnelles visant à leur pleine contribution à la stratégie font partie intégrante d'Europe 2025. Un marché unique plus solide, plus approfondi et plus étendu est essentiel pour la croissance et la création d'emplois. Les tendances actuelles semblent toutefois révéler un ralentissement de l'intégration du marché unique et un essoufflement de l'enthousiasme qu'il suscite. La crise a attisé les tentations de nationalisme économique. La vigilance de la Commission et le sens des responsabilités partagé par les Etats membres ont permis d'éviter toute dérive désintégrationniste. Une nouvelle dynamique - un véritable engagement politique - est désormais nécessaire pour relancer le marché unique, grâce à l'adoption rapide des mesures proposées ci-après. Cet engagement politique nécessitera une série de mesures permettant de combler les lacunes du marché unique. Tous les jours, les entreprises et les citoyens sont confrontés à la réalité des blocages qui nuisent à l'activité transfrontalière, malgré l'existence légale du marché unique. Ils constatent l'insuffisante interconnexion des réseaux et les disparités dans l'application des règles de ce marché. Pour une seule et même opération, les entreprises et les citoyens doivent

encore souvent faire avec 27 systèmes juridiques différents. Alors que nos entreprises font quotidiennement face à la réalité de la fragmentation et de la divergence des réglementations, leurs concurrents chinois, américains et japonais peuvent pleinement tirer parti de leurs vastes marchés domestiques. Le marché unique a été conçu avant l'arrivée d'Internet, avant que les technologies de l'information et de la communication ne deviennent l'un des principaux moteurs de la croissance et avant que les services ne prennent une place aussi prépondérante dans l'économie européenne. L'apparition de nouveaux services présente un potentiel considérable, que l'Europe ne parviendra à exploiter qu'à condition de surmonter la fragmentation actuelle entravant les flux de contenus en ligne et l'accès des consommateurs et des entreprises. Pour adapter le marché unique aux objectifs d'Europe 2025, il est nécessaire de disposer de marchés interconnectés qui fonctionnent bien, sur lesquels la concurrence et l'accès des consommateurs favorisent la croissance et l'innovation. Sur la base de la directive "services", il est nécessaire de créer un marché unique et ouvert, tout en veillant à garantir la qualité des services fournis aux consommateurs. L'accès des petites et moyennes entreprises au marché unique doit être amélioré. Les citoyens doivent être dotés des moyens nécessaires pour participer pleinement au marché unique. Il convient à cet effet de renforcer les possibilités qui leur sont offertes d'acheter des biens et des services à l'échelon transfrontalier, notamment sur Internet, et leur confiance à l'égard de tels achats. La mise en oeuvre de la politique de concurrence permettra à la Commission de faire en sorte que le marché unique demeure un marché ouvert, garantissant l'égalité des chances pour les entreprises et luttant contre le protectionnisme national. Mais cette politique pourra apporter encore plus à la réalisation des objectifs d'Europe 2025. La politique de

concurrence permet également aux marchés de disposer de conditions propices à l'innovation, notamment en veillant au respect des brevets et des droits de propriété. La prévention des abus de marché et des ententes anticoncurrentielles entre entreprises a un effet rassurant qui permet de stimuler l'innovation. La politique relative aux aides d'Etat peut également contribuer de manière active et positive aux objectifs d'Europe 2025 en provoquant et en soutenant des initiatives pour le développement des technologies innovantes, efficaces et écologiques, tout en facilitant l'accès à l'aide publique pour les investissements, le capital-risque et le financement de la recherche et du développement. La cohésion économique, sociale et territoriale demeurera au coeur de la stratégie Europe 2025, de manière à ce que toutes les énergies et toutes les capacités soient mobilisées au service des priorités de la stratégie. La politique de cohésion et les Fonds structurels, déjà importants en soi, constitueront des mécanismes primordiaux en vue d'atteindre les objectifs prioritaires d'une croissance intelligente, durable et inclusive au niveau des Etats membres et des régions. En Europe, la crise financière a eu des répercussions majeures sur la capacité des entreprises et des gouvernements à financer les projets d'investissement et d'innovation. Il est essentiel de disposer d'un environnement réglementaire garantissant l'efficacité et la sûreté des marchés financiers pour atteindre les objectifs d'Europe 2025. L'Europe doit également faire tout son possible pour mobiliser ses moyens financiers et explorer de nouvelles voies en matière d'association de fonds privés et publics et de création d'instruments innovants pour financer les investissements nécessaires, y compris les partenariats publics-privés. La Banque européenne d'investissement et le Fonds européen d'investissement peuvent contribuer à soutenir ce cercle vertueux, où le financement de

l'innovation et de la création d'entreprise peut s'effectuer de manière rentable dès les investissements initiaux jusqu'aux introductions en bourse, en partenariat avec les nombreux instruments et dispositifs publics existant déjà au niveau national. Le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne doit également refléter les priorités de croissance à long terme. Lorsqu'elles auront été adoptées, la Commission souhaite reprendre ces priorités dans ses propositions en vue du prochain cadre financier pluriannuel, qu'elle devrait présenter l'année prochaine. La discussion ne doit pas porter uniquement sur les niveaux de financement, mais également sur la manière de concevoir les différents instruments de financement, tels que les fonds structurels, les fonds agricoles et de développement rural, le programme-cadre de recherche et le programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité, de sorte qu'ils contribuent à atteindre les objectifs d'Europe 2025 et à permettre des répercussions optimales, à garantir l'efficacité et à apporter une valeur ajoutée de l'Union européenne. Il sera également important de déterminer comment optimiser les répercussions du budget de l'Union : malgré sa modestie, il peut avoir des effets catalytiques importants s'il est bien employé. La croissance mondiale sera une source de nouveaux débouchés pour les exportateurs européens et offrira un accès concurrentiel aux importations essentielles. Tous les instruments de politique économique extérieure doivent être mobilisés au service de la croissance européenne par notre participation aux marchés ouverts et équitables dans le monde entier. Ce principe s'applique aux facettes extérieures des différentes politiques intérieures (par exemple l'énergie, les transports, l'agriculture, la coopération et de développement) et, plus particulièrement, à la coordination des politiques commerciale et internationale sur le plan macroéconomique. Une Europe ouverte, agissant dans un cadre

international réglementé, est le meilleur moyen de tirer profit de la mondialisation pour stimuler la croissance et l'emploi. Parallèlement, l'Union européenne doit s'affirmer plus solidement sur la scène mondiale, en jouant un rôle prépondérant au sein du G20 en vue de façonner le futur ordre économique mondial et en servant l'intérêt européen grâce à la mobilisation active de tous les outils à notre disposition. C'est dans les économies émergentes - dont les classes moyennes se développent et importent des biens et des services pour lesquels l'Union européenne dispose d'un avantage concurrentiel - que l'Europe devra tirer une partie de sa croissance des dix années à venir. La prospérité de l'Union, le plus grand bloc commercial du monde, repose sur son ouverture au monde et sa capacité de suivre attentivement ce que font les autres économies développées et émergentes afin d'anticiper les tendances à venir ou de s'y adapter. L'action au sein de l'Organisation mondiale du commerce et dans les relations bilatérales en vue d'améliorer l'accès des entreprises européennes - y compris les petites et moyennes entreprises - aux marchés et de veiller à ce qu'elles jouent à armes égales avec leurs concurrents étrangers doit constituer un objectif primordial. En outre, nous devons cibler et rationaliser nos dialogues réguliers, notamment sur les nouvelles problématiques - telles que le climat et la croissance verte -, et accroître, autant que possible, notre influence mondiale en soutenant l'équivalence, la reconnaissance mutuelle et la convergence dans les aspects clefs de la réglementation, et la diffusion de nos règles et normes. La stratégie Europe 2025 n'est pas uniquement pertinente au sein de l'Union européenne ; elle renferme également un potentiel considérable pour les pays candidats et les pays voisins, qui peuvent y trouver un soutien en vue de mieux ancrer leurs efforts de réforme. Elargir la zone dans laquelle s'appliquent les règles européennes ouvrira de

nouvelles possibilités tant pour l'Union que pour les pays du voisinage. Par ailleurs, l'un des objectifs majeurs des quelques années à venir sera d'établir des relations stratégiques avec les économies émergentes afin de discuter des sujets de préoccupation communs, de promouvoir les activités de régulation et de coopération et de résoudre les problèmes bilatéraux. Les structures à la base de ces relations devront être flexibles et reposer sur des considérations politiques plutôt que techniques. L'Union européenne est un acteur mondial qui prend ses responsabilités internationales très au sérieux. Elle met en place de véritables partenariats avec les pays en développement dans le but d'éradiquer la pauvreté, de favoriser la croissance et d'atteindre les objectifs de développement du millénaire. Depuis toujours, nous entretenons des liens étroits avec l'Afrique et nous devons continuer d'investir dans l'approfondissement de ce partenariat. Cela se concrétisera dans le cadre plus large des efforts actuels visant à accroître notre aide au développement, à rendre nos programmes d'aide plus efficaces, notamment grâce à une meilleure division du travail avec les Etats membres, et à mieux refléter les objectifs de développement dans les autres politiques de l'Union. Les instruments politiques ont été massivement - et de manière déterminante - mis à contribution face à la crise. La politique budgétaire a eu, dans la mesure du possible, un rôle expansionniste et anticyclique ; les taux d'intérêt ont été réduits à des niveaux historiquement bas et l'apport de liquidités au secteur financier a atteint une ampleur sans précédent. Les gouvernements ont apporté un soutien massif aux banques, en leur fournissant des garanties, en les recapitalisant ou en épurant de leurs bilans des actifs dépréciés ; d'autres secteurs de l'économie ont également reçu un appui dans le cadre temporaire - et exceptionnel - des aides d'Etat. Toutes ces mesures étaient - et demeurent - justifiées, mais elles ne

peuvent revêtir un caractère permanent. On ne peut supporter indéfiniment un niveau élevé de dette publique. La réalisation des objectifs d'Europe 2025 doit se fonder sur une stratégie crédible de sortie de crise au niveau des politiques budgétaires et monétaires, d'une part, et des aides directes des gouvernements aux secteurs économiques, en particulier le secteur financier, d'autre part. L'enchaînement de ces différents aspects de la sortie de crise est essentiel. Un renforcement de la coordination des politiques économiques, notamment dans la zone euro, devrait permettre de progresser vers une sortie mondiale de la crise. Etant donné les incertitudes qui pèsent encore sur les perspectives économiques et les fragilités du secteur financier, il serait préférable d'attendre que la reprise économique puisse être considérée comme autosuffisante et que la stabilité financière ait été rétablie pour abandonner les mesures d'aide⁴. Le retrait des mesures temporaires liées à la crise doit être coordonné et tenir compte des éventuelles répercussions négatives d'un Etat membre à un autre ainsi que des interactions entre les différents instruments politiques. Il convient de rétablir les règles relatives aux aides d'Etat, en commençant par la suppression du cadre temporaire pour les aides d'Etat. Des finances publiques saines sont un élément crucial en vue de recréer les conditions propices à une croissance et à des emplois durables. Nous devons donc élaborer une stratégie complète de sortie de crise, ce qui nécessitera le retrait progressif des mesures temporaires de crise et la mise en place de réformes à moyen et à long terme visant à promouvoir la viabilité des finances publiques et à renforcer le potentiel de croissance. Le soutien du potentiel de croissance de l'Union européenne et de la viabilité de nos modèles sociaux et l'assainissement des finances publiques dans le contexte du Pacte de stabilité et de croissance impose de définir des priorités et de faire des choix difficiles : une coordination

au niveau de l'Union permettrait d'aider les Etats membres dans cette tâche et de prévenir les répercussions d'un pays à l'autre. La ventilation et la qualité des dépenses publiques ont également leur importance : les programmes d'assainissement budgétaire devraient donner la priorité aux postes porteurs de croissance, tels que l'éducation et les compétences, la recherche et le développement, ainsi que l'innovation et l'investissement dans les réseaux (par exemple l'Internet haut débit, les interconnexions des réseaux d'énergie et de transports), qui sont les thèmes clefs de la stratégie Europe 2025. L'aspect "recettes" du budget ne doit pas non plus être négligé et une attention particulière doit être accordée à la qualité du système de recettes/d'impôts. Lorsque le niveau des impôts devra être relevé, cela devra se faire conjointement, dans la mesure du possible, avec une évolution vers des systèmes fiscaux plus axés sur la croissance. Par exemple, il est préférable d'éviter toute augmentation de la fiscalité sur le travail, comme cela a pu être le cas dans le passé, au détriment de l'emploi. Au contraire, les Etats membres devraient s'efforcer de déplacer le fardeau fiscal du travail vers l'énergie et l'environnement, dans le cadre de systèmes d'imposition plus écologiques. L'assainissement budgétaire et la viabilité financière à long terme devront aller de pair avec d'importantes réformes structurelles, notamment dans les domaines des retraites, des soins de santé et des systèmes de protection sociale et d'éducation. Les administrations publiques devraient y voir une occasion d'améliorer l'efficacité et la qualité des services. Les politiques de passation des marchés publics doivent garantir l'utilisation optimale des fonds publics et les marchés publics doivent rester ouverts à l'ensemble de l'Union.